



Motion de l'Assemblée générale d'ENSEMBLE!

des 24 et 25 mai 2025

Organiser la contre-offensive

La situation internationale est dominée par la destruction de l'ordre mondial mis en place en 1945 pour éviter le retour du nazisme et du fascisme et réduire les risques de guerre mondiale : ONU, déclaration universelle des droits humains et de l'OIT. Le capitalisme mondial voyait le fordisme devenir dominant. À l'époque, les droits et libertés politiques et les droits sociaux allaient de pair.

La destruction du droit international, largement en cours aujourd'hui, est lourde de difficultés et crises à venir.

Les années 70 ont vu la généralisation du libéralisme et de la mondialisation.

Aujourd'hui, nous affrontons des crises économiques, sociales, écologiques et technologiques à l'échelle mondiale. La multiplication d'impérialismes concurrents engendre des risques de guerre.

La montée des régimes d'extrême droite ou apparentés s'accompagne d'une réduction de tous les droits politiques et sociaux (ceux des femmes en premier lieu).

Aujourd'hui, comme hier, le capitalisme cherche des solutions pour accroître ses dividendes. Le capital transnational cherche à accaparer l'ensemble des ressources naturelles y compris dans des régions jusqu'alors protégées (cf. Arctique).

En France, l'activité de milliers d'entreprises est menacée. En 2024, le nombre de suppressions d'emplois annoncées était au plus haut. Cette tendance se confirme depuis 2025 où 200 000 emplois industriels, 200 000 emplois du secteur associatif et de l'ESS, 50 000 emplois de PME sont concernés.

Ce n'est pas pour rien que les enquêtes font apparaître que les sujets sociaux – pouvoir d'achat, protection sociale et services publics – sont premiers dans les préoccupations de la population. **Les attentes des salariés en matière de pouvoir d'achat, de reconnaissance au travail sont en contradiction avec les politiques économiques actuelles.**

La gauche devrait en faire un point d'appui pour mettre en avant une alternative politique qui améliore la vie des gens. Cela demande de s'attaquer aux actionnaires, à leurs dividendes et à leurs patrimoines.

A contrario, le champ politico médiatique est dominé par les idées des extrêmes droites et de la droite radicalisée. **Organiser une contre-offensive s'impose.**

Le dénouement de la tentative chaotique de Bayrou de remettre en débat la loi retraites de 2023 approche début juin. **Une journée de lutte syndicale est d'ailleurs annoncée pour le 5 juin. Ce jour-là, un vote interviendra à l'Assemblée nationale sur une résolution d'abolition de la loi de 2023.**

Lucie Castets appelle « à présenter une ambition claire et assumée de rupture avec la politique actuellement menée » pour « apporter les réponses adaptées aux défis et aux difficultés auxquelles notre pays fait face ». Elle défend l'idée qu'il faut l'association la plus étroite et continue par les partis, des actrices et acteurs de la société civile organisée. **ENSEMBLE! partage ce point de vue et participera à la réunion du 2 juillet initiée par Lucie Castets.**

ENSEMBLE! participe et appelle à construire et renforcer les collectifs citoyens du NFP qui se réuniront le 21 juin. Le but : consolider l'exigence de rassemblement unitaire et démocratique sur tout le territoire national et empêcher l'éclatement du Nouveau Front populaire. Une grande initiative nationale est d'ores et déjà prévue à l'automne.

Bagnolet, le 25 mai 2025

2 / 2

ENSEMBLE!
Mouvement pour une Alternative de Gauche Écologiste et Solidaire
26 rue Malmaison - 93170 Bagnolet

Nos porte-paroles :

Laurence BOFFET 06 85 51 81 24
Marie-Claude HERBOUX 06 81 21 90 22

Anne-Rose LE VAN 06 64 21 41 23
J.-François PELLISSIER 06 76 47 57 95

Sur la toile : <https://www.ensemble-mouvement.com/>

contact@ensemble-mouvement.com